



Vive le PCF (mlm) !

# Karl Marx et l'inflation

## Les deux inflations

Il n'existe pas d'analyse de l'inflation par Karl Marx. Il connaissait pourtant le principe de l'inflation, c'est-à-dire de la hausse des prix. S'il n'aborde donc pas cette question en tant que tel, c'est qu'il a choisi de ne pas le faire.

Pourquoi a-t-il choisi de ne pas le faire ? Parce que pour lui cette question se ramène à celle du prix – les prix des marchandises, les prix du travail.

Maintenant, il faut voir la situation à son époque. Lorsque le capitalisme apparaît, et ce jusqu'à la première guerre mondiale, l'inflation reste marginale.

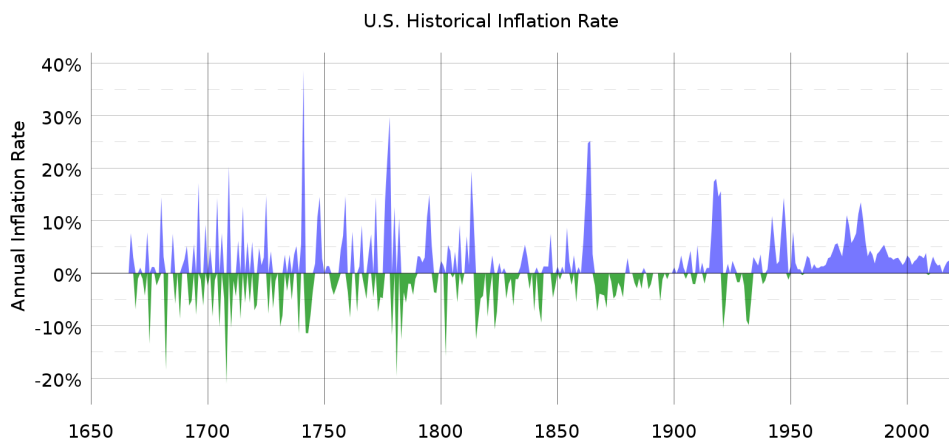
Karl Marx, au 19<sup>e</sup> siècle, ne pouvait constater qu'une inflation aux confins du mouvement général du mode de production capitaliste.

L'inflation est alors une sorte de friction dans les rouages capitalistes, c'est anecdotique.

Par contre, à partir de 1914, l'inflation s'installe durablement dans le capitalisme, c'est une norme.

Voici un graphique présentant l'inflation aux États-Unis.

Avant 1914, l'inflation était en rapport direct avec les cycles capitalistes et apparaissait massivement de manière épisodique. Avec la première crise générale du capitalisme, l'inflation s'installe par contre.



Le tableau suivant présente l'inflation au Royaume-Uni et aux États-Unis, pour les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. On voit très clairement comment le capitalisme se développe au 19<sup>e</sup> siècle sans inflation, et au 20<sup>e</sup> siècle avec elle.

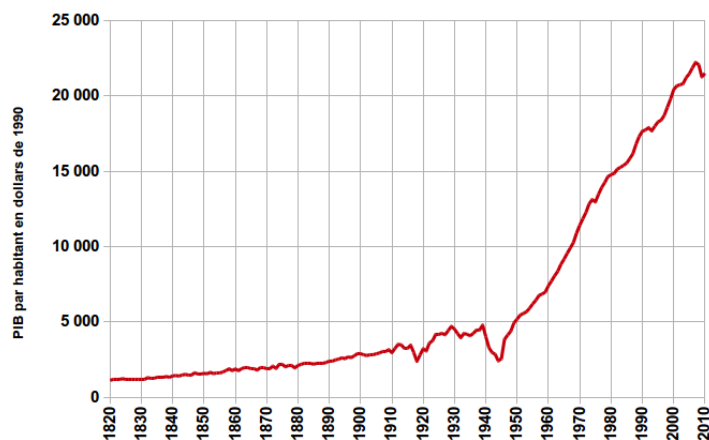
Table 1-Inflation in the United Kingdom and United States

Year	United Kingdom		United States	
	Index	Inflation	Index	Inflation
1820	4.87		6.22	
1840	4.63	-0.25	5.74	-0.39
1860	4.73	0.11	5.84	0.09
1880	4.22	-0.54	7.55	1.46
1900	3.58	-0.76	7.45	-0.07
1910	3.77	0.53	9.31	2.50
1920	10.39	17.56	17.78	9.10
1930	6	-4.23	16.1	-0.94
1940	7.68	2.80	14.1	-1.24
1950	9.16	1.93	25	7.73
1960	12.64	3.80	29.8	1.92
1970	19.2	5.19	39.8	3.36
1980	69.9	26.41	86.3	11.68
1990	129.9	8.58	133.8	5.50
2000	172.2	3.26	174	3.00

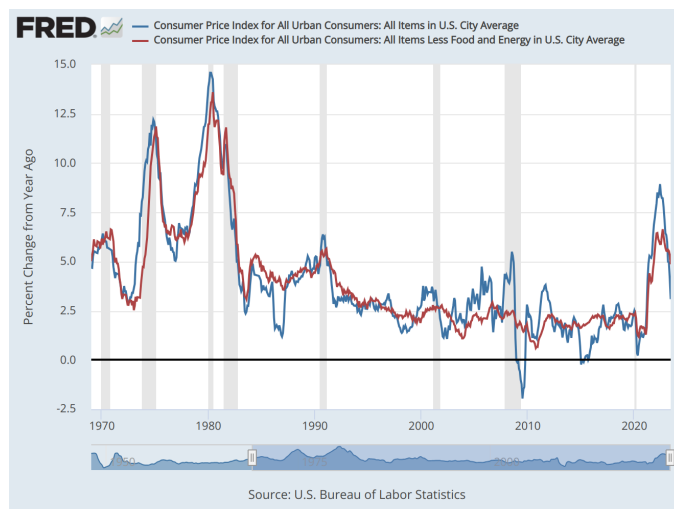
En conséquence, l'inflation moderne, systématisée dans le capitalisme, est autre chose qu'une simple « hausse des prix », elle diffère de ce dont Karl Marx parlait ; en même temps, ce phénomène ne peut qu'être le prolongement de la réalité du capital lui-même, que Karl Marx a parfaitement expliqué.

Il ne faut pas chercher l'inflation comme « nouveau » phénomène en soi. On doit comprendre l'inflation à partir de ce qui est présenté dans *Le capital* de Karl Marx. Une fois cela fait, on pourra vérifier en comparant avec ce que Karl Marx dit au sujet de l'inflation à son époque, et qu'il ramène à la hausse des prix.

Et il est une chose qu'on remarque tout de suite. L'inflation qui se systématisait va de pair avec l'expansion massive des forces productives. Voici le PIB français. Quand on sait que l'inflation s'installe systématiquement au 20<sup>e</sup> siècle, notamment à partir de 1945, alors le rapport est évident.



C'est tellement vrai que même aux États-Unis, la superpuissance dominante dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, l'indice des prix à la consommation témoigne d'une hausse ininterrompue.



Ainsi, l'inflation s'établit parallèlement à l'expansion des moyens de production. C'est là qu'est la première clef.

## L'élévation de la composition organique du capital

Dans *Le capital*, Karl Marx souligne un aspect essentiel du mode de production capitaliste. Plus le capitalisme développe sa production, plus le rapport entre capital et travail se modifie au sein de celle-ci.

Pour faire simple, la production a atteint un tel niveau technique qu'il faut des investissements massifs. Pour un peu de travail, il faut beaucoup de capital, et la différence augmente sans cesse.

C'est pour cela que les salaires augmentent. Ils n'augmentent pas simplement dans le cadre d'un rapport entre les salariés et leur employeur ; ils augmentent surtout comme élévation du niveau de vie, car les marchandises voient leurs prix relativement baisser.

Les marchandises voient leur prix baisser en raison de l'augmentation du potentiel des forces productives. Karl Marx nous dit ici :

« Mais par quelle voie s'obtient ce résultat ?

Par une série de changements dans le mode de produire qui mettent une somme donnée de force ouvrière à même de mouvoir une masse toujours ,croissante de moyens de production.

Dans cet accroissement, par rapport à la force ouvrière employée, les moyens de production jouent un double rôle.

Les uns, tels que machines, édifices, fourneaux, appareils de drainage, engrais minéraux, etc., sont augmentés en nombre, étendue, masse et efficacité, pour rendre le

travail plus productif, tandis que les autres, matières premières et auxiliaires, s'accroissent parce que le travail devenu plus productif en consomme davantage dans un temps donné.

A la naissance de la grande industrie, l'on découvrit en Angleterre une méthode pour convertir en fer forgeable le fer fondu avec du coke.

Ce procédé, qu'on appelle puddlage et qui consiste à affiner la fonte dans des fourneaux d'une construction spéciale, donna lieu à un agrandissement immense des hauts fourneaux, à l'emploi d'appareils à soufflets chauds, etc., enfin, à une telle augmentation de l'outillage et des matériaux mis en œuvre par une même quantité de travail, que le fer fut bientôt livré assez abondamment et à assez bon marché pour pouvoir chasser la pierre et le bois d'une foule d'emplois.

Comme le fer et le charbon sont les grands leviers de l'industrie moderne, on ne saurait exagérer l'importance de cette innovation. »

Karl Marx érige ce phénomène en loi. Plus les forces productives se déploient, plus la partie constante est une accumulation énorme de moyens à travers l'Histoire, alors que la partie variable – l'emploi de salariés – se réduit toujours plus en comparaison.

Le capitalisme se débarrasse de tout ce qui est artisanal pour passer à l'industrie et même à une industrie toujours plus développée.

Voici comment Karl Marx présente la chose dans *Le capital*.

« Dans le progrès de l'accumulation il n'y a donc pas seulement accroissement quantitatif et simultané des divers éléments réels du capital : le développement des puissances productives du travail social que ce progrès amène se manifeste encore par des changements qualitatifs, par des changements graduels dans la composition technique du capital, dont le facteur objectif gagne progressivement en grandeur proportionnelle par rapport au facteur subjectif, c'est-à-dire que la masse de l'outillage et des matériaux augmente de plus en plus en comparaison de la somme de force ouvrière nécessaire pour les mettre en œuvre.

A mesure donc que l'accroissement du capital rend le travail plus productif, il en diminue la demande proportionnellement à sa propre grandeur.

Ces changements dans la composition technique du capital se réfléchissent dans sa composition-valeur, dans l'accroissement progressif de sa partie constante aux dépens de sa partie variable, de manière que si, par exemple, à une époque arriérée de l'accumulation, il se convertit 50 % de la valeur-capital en moyens de production, et 50 % en travail, à une époque plus avancée il se dépensera 80 % de la valeur-capital en moyens de production et 20 % seulement en travail. »

## **La systématisation du crédit**

Il faut maintenant voir, vérifier dans quelle mesure le parallèle entre l'émergence d'une inflation permanente et l'expansion des forces productives n'est pas une coïncidence.

Si l'on revient à la composition organique du capital, que nous dit Karl Marx dans la foulée ? Il nous parle de la centralisation du capital. En effet, si la part du capital pour payer les travailleurs se réduit par rapport aux investissements en machines, matières premières, etc., c'est en proportion.

Ce qui est impliqué ici, c'est qu'il faut des moyens toujours plus grands pour assumer une production capitaliste, des investissements initiaux toujours plus lourds.

Cela accorde par conséquent une importance toujours plus grande au crédit. Le crédit se présente comme un support pour le capitaliste qui veut aller de l'avant. Et plus le capitalisme se développe, plus ce support joue un rôle essentiel.

« Nous avons vu ailleurs que, plus le mode de production capitaliste se développe, et plus augmente le minimum des avances nécessaires pour exploiter une industrie dans ses conditions normales.

Les petits capitaux affluent donc aux sphères de production dont la grande industrie ne s'est pas encore emparée, où dont elle ne s'est emparée que d'une manière imparfaite.

La concurrence y fait rage en raison directe du chiffre et en raison inverse de la grandeur des capitaux engagés.

Elle se termine toujours par la ruine d'un bon nombre de petits capitalistes dont les capitaux périssent en partie et passent en partie entre les mains du vainqueur.

Le développement de la production capitaliste enfante une puissance tout à fait nouvelle, le crédit, qui à ses origines s'introduit sournoisement comme une aide modeste de l'accumulation, puis devient bientôt une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence, et se transforme enfin en un immense machinisme social destiné à centraliser les capitaux.

A mesure que l'accumulation et la production capitalistes s'épanouissent, la concurrence et le crédit, les agents les plus puissants de la centralisation, prennent leur essor.

De même, le progrès de l'accumulation augmente la matière à centraliser les capitaux individuels - et le développement du mode de production capitaliste crée, avec le besoin social, aussi les facilités techniques de ces vastes entreprises dont la mise en œuvre exige une centralisation préalable du capital.

Dans notre temps la force d'attraction entre les capitaux individuels et la tendance à la centralisation l'emportent donc plus qu'à aucune période antérieure. »

Or, que constate-t-on ?

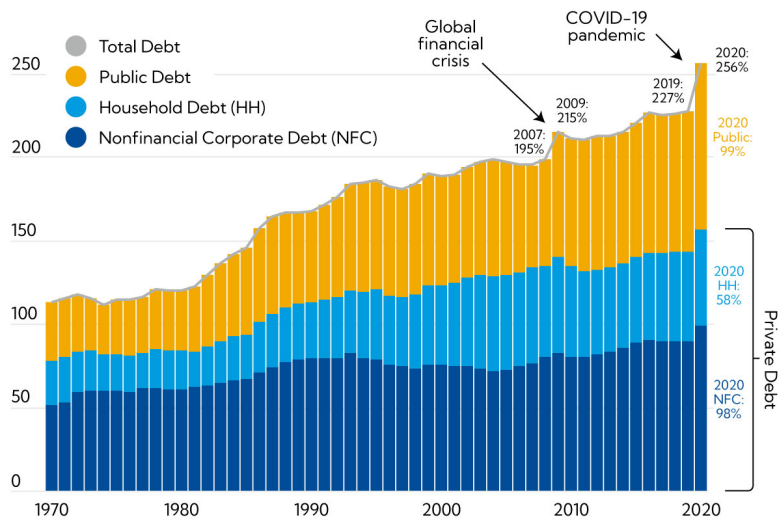
Que parallèlement à l'émergence de la systématisation de l'inflation, le crédit s'est généralisé.

Vivre dans le capitalisme dans un pays impérialiste, c'est vivre à crédit d'une manière ou d'une autre.

La forme est absolument généralisée.

## Historic highs

In 2020, global debt experienced the largest surge in 50 years.  
(debt as a percent of GDP)



Sources: IMF Global Debt Database and IMF staff calculations.  
Note: The estimated ratios of global debt to GDP are weighted by each country's GDP in US dollars.

IMF

On a ainsi à la fois inflation, développement des forces productives, élévation de la composition organique du capital, systématisation du crédit.

On peut représenter cela ainsi :

inflation = développement des forces productives + élévation de la composition organique du capital + systématisation du crédit

Cependant, l'élévation de la composition organique du capital est le corollaire du développement des forces productives.

On a pour cette raison :

inflation = développement des forces productives / élévation de la composition organique du capital + systématisation du crédit

Ce qui revient à dire que **l'inflation** est le produit de la contradiction **entre le développement des forces productives / l'élévation de la composition organique du capital** et la **systèmeatisation du crédit**.

Karl Marx avait admirablement pressenti cette contradiction lorsqu'il disait, dans *Le capital*, dans la citation vue plus haut :

« A mesure que l'accumulation et la production capitalistes s'épanouissent, la concurrence et le crédit, les agents les plus puissants de la centralisation, prennent leur essor. »

En dernier ressort, la contradiction entre le développement des forces productives / élévation de la composition organique du capital et la systématisation du crédit est **celle entre concurrence et le crédit**.

**L'inflation produit de la contradiction entre la concurrence et le crédit tout comme le chômage.**

**D'un côté, le capitaliste veut s'imposer sur le marché. Il doit donc baisser les prix de ses marchandises pour triompher de la concurrence. De l'autre, pour exister sur le marché, il a besoin de capital à ajouter au sien, ce qui l'amène à prendre un crédit ; ce crédit le force à augmenter les prix de ses marchandises.**

Il faut toutefois bien voir l'aspect dialectique des deux côtés de la contradiction. Baisser ses prix, ce n'est pas que faire jouer la concurrence, c'est en même temps la supprimer sur le marché en en triomphant. De la même manière, prendre un crédit, c'est centraliser du capital, mais en le renforçant en général on amène à ce que plein de petits capitalistes s'ajoutent sur le marché du crédit, cherchant des opportunités toujours nouvelles.

Dit comme cela, la contradiction semble s'annuler. Pourquoi l'inflation apparaîtrait-elle alors que la contradiction entre concurrence et crédit semble aller dans le sens de la centralisation des capitaux, tout en renforçant à la fois la concurrence et le crédit ?

On dirait un jeu à somme nulle.

Heureusement, nous avons Karl Marx. Juste à la suite de son analyse magistrale de la composition du capital, il nous parle d'un phénomène nouveau propre au capitalisme s'étant suffisamment élancé : l'armée industrielle de réserve.

Il dit : il y a désormais dans le capitalisme toujours au moins une poche des travailleurs au chômage.

Immanquablement, on pense alors pareillement à l'existence similaire d'une poche des prix qui se maintient à l'écart – et pour se maintenir, elle doit procéder à l'augmentation des prix.

De plus, et surtout, qu'est-ce que le chômage ? Un jeu capitaliste sur le prix du travail. Ainsi, en comprenant comment Karl Marx parle du chômage avec le jeu sur le prix du travail, on pourra comprendre l'inflation comme jeu sur le prix des marchandises.

Que nous dit Karl Marx ?

Il dit la chose suivante. Plus la production capitaliste se développe, plus il y a de marchandises. Plus il y a de marchandises, plus ces marchandises permettent de former de nouvelles marchandises.

Karl Marx, à rebours de l'anarchisme, a en effet compris que pour produire il faut produire : des marchandises peuvent être consommées non pas par la « consommation » mais par la production afin de produire des choses nouvelles.

Une production plus aisée de machines-outils facilitent leur emploi par l'industrie et provoque une expansion de la production, qui elle-même en retour, etc.

Or, le souci est que tout cela se ne déroule pas au même moment. Il y a parfois des goulots d'étranglements. La consommation ne suit pas et cela fait que, ce qui prédomine, c'est l'avancée du capitalisme, la production, par rapport à la consommation.

Cela fait que c'est la composition organique du capital qui l'emporte relativement sur la consommation, autrement dit qu'il y a utilisation de davantage d'investissements que de travailleurs.

Les capitalistes investissent, mais sans aboutir à des embauches, puisqu'ils ont besoin de moins de travailleurs que dans les cycles précédents. Et en l'absence de consommation, il n'y a pas assez de possibilités de nouvelles productions et donc d'autant d'embauches.

Voici comment Karl Marx évalue la chose dans *Le capital*, en concluant que la loi de l'offre et la demande de travail est directement reliée au despotisme capitaliste.

« Les ouvriers atteints par une conversion partielle du fonds de salaire en machines appartiennent à diverses catégories.

Ce sont d'abord ceux qui ont été licenciés, ensuite leurs remplaçants réguliers, enfin le contingent supplémentaire absorbé par une industrie dans son état ordinaire d'extension. Ils sont maintenant tous disponibles, et tout capital additionnel, alors sur le point d'entrer en fonction, en peut disposer.

Qu'il attire eux ou d'autres, l'effet qu'il produit sur la demande générale du travail restera toujours nul, si ce capital suffit juste pour retirer du marché autant de bras que les machines y en ont jetés.

S'il en retire moins, le chiffre du surnumérariat augmentera au bout du compte, et, enfin, s'il en retire davantage, la demande générale du travail ne s'accroîtra que de l'excédent des bras qu'il « engage » sur ceux que la machine a « dégagés ».

L'impulsion que des capitaux additionnels, en voie de placement, auraient autrement donnée à la demande générale de bras, se trouve donc en tout cas neutralisée, jusqu'à concurrence des bras jetés par les machines sur le marché du travail.

Et c'est là l'effet général de toutes les méthodes qui concourent à rendre des travailleurs surnuméraires.

Grâce à elles, l'offre et la demande de travail cessent d'être des mouvements partant de deux côtés opposés, celui du capital et celui de la force ouvrière.

Le capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente la demande de bras, elle en augmente aussi l'offre en fabriquant des surnuméraires. Ses dés sont pipés.

Dans ces conditions la loi de l'offre et la demande de travail consomme le despotisme capitaliste. »

Tout cela semble juste. Mais quel rapport avec l'inflation ? C'est qu'une étape doit encore être franchie, celle du paupérisme.



# L'inflation comme compensation capitaliste

Karl Marx dit qu'une partie des travailleurs restent sur le carreau en raison de l'expansion de la proportion de la part du capital dédié aux investissements (machines, matières premières, etc.) par rapport à la part dédiée aux salaires.

Le phénomène a été constaté par Karl Marx. Inversement, il n'a pas constaté ce qui pourrait, selon toute hypothèse, être le pendant du côté des marchandises : la hausse de leurs prix.

Essayons de reconstituer le phénomène. On a dix entreprises, vendant à cent consommateurs des choses variées, disons cinq types de marchandises. Ces entreprises sont en concurrence deux par deux, c'est-à-dire que pour chaque marchandise, on a deux entreprises les produisant.

Disons que l'entreprise numéro 2, en concurrence avec l'entreprise numéro 1, réussit à trouver un moyen technique d'améliorer sa production. Elle investit et par conséquent la part du capital dédiée aux salaires baisse autant, en proportion, qu'augmente la part dédiée aux investissements.

Ce processus va permettre aux consommateurs d'acheter moins cher les marchandises de l'entreprise numéro 2 (par rapport à celles de l'entreprise numéro 1), mais en même temps l'entreprise numéro 2 va avoir à tendance à dégager des travailleurs du processus productif.

Il y a, et c'est la contradiction, plus de consommation et moins de travailleurs. S'il n'y avait pas des cycles capitalistes dans tous les sens, rendant tendanciel le phénomène, le processus serait à court terme impossible : sans travail, pas d'argent et pas de consommation. Il faudrait pour maintenir une croissance, comme se l'imaginait Rosa Luxembourg, que le capitalisme trouve toujours des zones non capitalistes à conquérir.

Mais on sait que, justement, de par l'élargissement perpétuel de la base capitaliste, le capitalisme parvient à dépasser les goulots d'étranglements. Et c'est **là que l'inflation intervient**.

Dans la partie du *Capital* sur la production de la plus-value relative, Karl Marx dit que les capitalistes ne peuvent pas baisser les salaires à moins d'une amélioration de la production capitaliste en deux domaines : celui des marchandises destinées à la vie des travailleurs et celui de la production des moyens de production.

Cela implique que s'il y a moins de consommation et que les capitalistes veulent maintenir leurs profits, comme ils ne peuvent pas baisser les salaires (à moins d'un progrès dans les deux domaines mentionnés), alors ils n'ont qu'une seule option : augmenter les prix.

C'est même pour cela que ce phénomène ne se produit qu'au moment où le capitalisme a atteint un certain niveau productif, au début du 20<sup>e</sup> siècle, strictement de manière parallèle à sa première crise générale.

Reprenons l'exemple des dix entreprises. Les succès de l'entreprise numéro 2 font les malheurs de l'entreprise numéro 1. Cependant, ce n'est pas tout : les succès de l'entreprise numéro 2 aboutissent à la mise de côté de travailleurs, donc à l'affaiblissement de la consommation en général.

Par conséquent, les capitalistes des entreprises autres que les entreprises numéro 1 et 2 doivent augmenter leurs prix afin de maintenir leurs marges : ils vont vendre moins de produits, mais plus

chers.

**Naturellement, ils ne vont pas tous vendre moins de produits, mais ceux qui vont le faire vont augmenter de telle manière que cela va entraîner une hausse mécanique des prix chez les autres.**

La hausse de prix, lorsqu'elle est possible, permet un réajustement perpétuel pour les capitalistes face à la chute de leurs taux de profit.

Pourquoi alors Karl Marx ne parle-t-il pas de cela dans *Le capital* ? Pourquoi n'ajoute-t-il pas l'inflation dans la liste des moyens de contrecarrer la chute tendancielle du taux de profit ?

Il ne parle en effet que de l'augmentation du degré d'exploitation du travail, de la réduction du salaire au-dessous de sa valeur, de la baisse des prix des éléments du capital constant, de la surpopulation relative, du commerce extérieur, de l'augmentation du capital par actions.

C'est que, comme vu plus haut, pour Karl Marx, les travailleurs ne consomment pratiquement pas, d'où le fait que pour lui, la seule chose qui joue réellement sur le salaire soit le prix des marchandises destinées à la vie des travailleurs (en plus de celui de la production des moyens de production).

Aujourd'hui, la vie des travailleurs s'appuie sur une consommation très large. Autrement dit, comme l'exposait la Fraction Armée Rouge en Allemagne au début des années 1970 :

« Le fait est que ni Marx ni Lénine ni Rosa Luxembourg ni Mao n'ont eu à faire au lecteur du [journal populiste à gros tirage] *Bild*, au téléspectateur, au conducteur de voiture, à l'écolier psychologiquement formaté, à la réforme universitaire, à la publicité, à la radio, à la vente par correspondance, aux plans d'épargne logement, à la « qualité de la vie », etc.

Le fait est que le système se reproduit dans les métropoles par son offensive continue sur la psyché des gens, et justement pas de manière ouvertement fasciste, mais par le marché.

Considérer pour cela que des couches entières de la population sont mortes pour la lutte anti-impérialiste, parce qu'on ne peut pas les caser dans l'analyse du capitalisme de Marx, est pour autant délirant, sectaire comme non-marxiste.

Ce n'est que si l'on arrive à amener la journée de 24 heures au concept impérialiste / anti-impérialiste que l'on peut parvenir à formuler et à présenter les problèmes concrets des gens, de telle manière qu'ils nous comprennent. »

Il suffit de regarder un simple aspect. En France, le prix moyen d'achat d'un smartphone est passé de 370 euros en 2017 à 487 euros en 2023. Une telle augmentation correspond directement à de l'inflation.

Les producteurs de smartphones ont « élevé » artificiellement leur production sur le plan technique afin de grignoter davantage leur part dans les dépenses des travailleurs.

Ou bien, si l'on prend McDonald's. Le même Big Mac coûte, en 2023, 4,45 euros à Vincennes en

banlieue parisienne, 5,70 à Lyon, 6,90 euros à Dijon. La raison est que les restaurants McDonald's sont gérés à 90 % par des franchisés. Les murs appartiennent à McDonald's, qui obtient plus de la moitié de ses revenus des loyers. Les franchisés font parfois, pour les mêmes marchandises, le choix d'une inflation afin de grignoter des revenus.

Cette hausse n'a aucune justification, si ce n'est une tendance à chercher davantage de profit et de trouver un moyen coûte que coûte. C'est une démarche en soi artificielle, mais elle est permise par une tendance au monopole.

Monopole dans la vente des produits McDonald's, mais monopole également de la part de McDonald's de l'autre, qui possède les murs du restaurant franchisé. Le loyer, bien entendu plus élevé que la normale, fait pratiquement office de dépendance à un crédit de la part du franchisé.

L'exemple le plus fameux de hausse artificielle est naturellement Apple, dont les produits voient leur prix ne cesser de croître, sous prétexte d'améliorations plus ou moins fictives. L'inflation s'appuie clairement sur un marché captif et la mode sert de masque pour un « progrès » provoqué artificiellement.

Ce phénomène est présenté par certains philosophes, dont Martin Heidegger est le plus connu, comme une conquête du monde par la technique. La technique envahirait la société humaine et la déformerait. En réalité, c'est l'idéologie de la technique qui est à l'œuvre, avec des modifications artificielles ou relevant de la mode pour « justifier » une inflation.

Et il y a une dimension commerciale dans la démarche qui consiste très clairement en une régression. Ce jeu sur la hausse des prix reflète une tendance au monopole associé à une logique commerciale, ce dont tout le monde s'aperçoit bien – et cela montre que d'un côté on est arrivé au monopole, et qu'en même temps le capitalisme ramène en arrière, à une logique féodale d'arrachage forcé.

Le capitalisme est mûr pour l'effondrement, à un tel stade.

## **Les autres types d'inflation**

Il faut parler brièvement des autres types de hausses de prix, qui n'ont pas du tout la même nature. L'inflation dans le capitalisme développé est sous-jacent à son propre développement. C'est la norme.

Les hausses de prix d'autres types sont des exceptions, qui reviennent régulièrement du fait du chaos capitaliste. Il y a ainsi la raréfaction sur le marché, qui fait monter les prix, en raison de pénuries liées aux catastrophes climatiques, à la guerre, etc. Cela peut être vrai pour les marchandises ou les matières premières. Dans l'inflation « moderne », cette raréfaction est, à l'opposé, artificielle.

Il y a surtout le cours de la monnaie, dont Karl Marx parle dans *Le capital*. Les échanges se font au moyen de l'argent et des problèmes de circulation de cet argent nuisent forcément.

Certes, le principe des cartes de débit et de crédit a rendu très fluide cette question, et ensuite le capitalisme a rompu avec l'équivalent or (au profit du dollar avec les accords de Bretton Woods en 1944 et définitivement avec les accords de la Jamaïque en 1976) pour mieux organiser la monnaie à l'échelle mondiale.

Cependant, cela a donné beaucoup de pouvoir aux banques centrales pour agir directement. Le tournant a eu lieu en 2009, après la crise de 2008, quand le système financier mondial a été ébranlé par une crise relative, mais significative. Les banques centrales, principalement la banque centrale américaine (Fed) et la banque centrale européenne (BCE), se sont rendu compte qu'elles pouvaient injecter artificiellement des liquidités à très grande échelle.

Cela a abouti à des montages financiers, indirects, consistant en l'annulation de dettes, ce qui revient à de la création monétaire. Le problème est que l'argent n'est pas quelque chose d'abstrait, pouvant être créé : c'est un produit des rapports économiques, tout comme c'est un moyen de produire les rapports économiques.

Ou, comme le dit plus précisément Karl Marx :

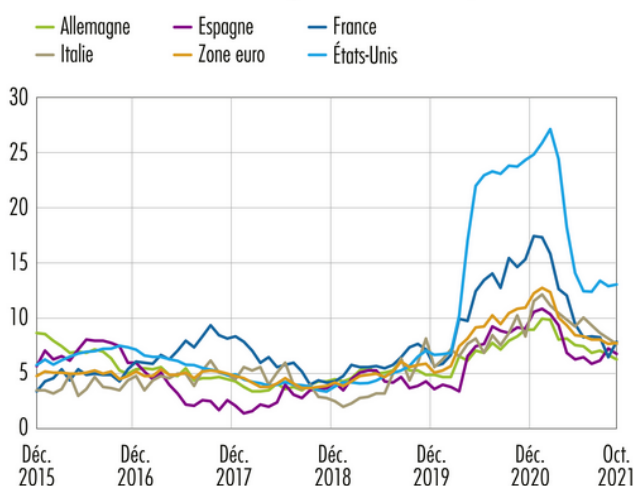
« Quoique le mouvement de la monnaie ne soit que l'expression de la circulation des marchandises, c'est au contraire la circulation des marchandises qui semble ne résulter que du mouvement de la monnaie . »

Une création monétaire brutale de la part des banques centrales entraîne derrière de l'inflation, comme rattrapage des prix pour annuler la monnaie fictive injectée artificiellement. La seconde crise du capitalisme déclenchée par la crise sanitaire en 2020 a engendrée des quantités historiques d'argent fictif, qui est ensuite rattrapée par de l'inflation.

Le Programme d'achats de titres d'urgence de la banque centrale européenne pour « lutter contre les conséquences de la pandémie de Covid-19 » a consisté en 1 850 milliards d'euros créés ex nihilo. Aux États-Unis, la Fed a injecté 2 300 dollars rien que pour l'année 2020. Tout cela est rattrapé ensuite par un ajustement des prix à la hausse (ce qui revient à une perte de valeurs propre des monnaies, quoique leur cours mondial ne la rende pas visible directement).

### Croissance des agrégats monétaires en zone euro et aux États-Unis

(taux de croissance en %, en glissement annuel)



Enfin, il faut parler de la question de l'énergie, qui est absolument centrale dans la détermination des prix des marchandises, car tout en dépend, de la production des marchandises au transport de celles-ci, en passant par le déplacement des travailleurs pour produire et le déplacement des travailleurs pour consommer.

En 2023, l'institution française en charge de l'évaluation des prix considère que les prix de l'énergie ont augmenté de 6,8 % sur un an (en août), avec en particulier une hausse de 10 % des tarifs de l'électricité et un rebond des prix de l'essence. En fait, c'est une hausse continue depuis plusieurs années.

Il y a là différents phénomènes qui se combinent. Il y a une raréfaction artificielle du pétrole qui est organisée par une partie des pays producteurs de pétrole pour augmenter les prix. Il y a les sanctions économiques à l'encontre de la Russie qui empêchent de consommer directement son gaz en Europe, et qui fait monter les prix. Ces deux matières premières, pétrole et gaz, influent directement sur les prix de l'électricité, en raison de mécanismes administratifs (indexation des prix de l'énergie) et de mouvements naturels (économiques) liant les différentes sources d'énergie entre elles.

Toutefois, s'arrêter là serait erroné, car on perdrait la substance dialectique du phénomène de l'inflation, pour ne remarquer que des conséquences mécaniques relatives. Ce qui est en jeu est bel et bien le **produit de la contradiction entre la concurrence et le crédit**, qui agit dans le cadre de la production énergétique à grande échelle pour produire de l'inflation.

Si on prend EDF, le monopole français de l'électricité, on voit que sa dette est abyssale, alors que ses prix ne cessent d'augmenter. L'entreprise (publique) a enregistré en 2022 une perte historique de 17,9 milliards d'euros, creusant son endettement à au niveau record de 64,5 milliards d'euros. C'est que la production d'énergie nucléaire notamment nécessite des investissements gigantesques, donc du crédit.

Si on prend les États-Unis, on voit qu'il s'est produit à partir des années 2000 un renversement radical : au 20<sup>e</sup> siècle, le pays était un importateur net de pétrole ; il est dorénavant le premier producteur mondial, avec une capacité d'autosuffisance (en tous cas à courts termes) sur ce plan.

Il y a eu un renversement technologique avec le gaz et du pétrole de schiste faisant qu'en 2020, les États-Unis, pour la première fois depuis 1949, ont exporté plus de produits pétroliers (pétrole, essence, mazout, diesel...) qu'ils n'en ont importés.

Tout cela a nécessité des investissements gigantesques, faisant qu'en réalité aucune entreprise de ce secteur n'était rentable. Il y a eu un surendettement massif, permis par la politique de taux d'intérêt quasi nuls de la banque centrale américaine pour doper artificiellement l'économie nationale. Entre 2005 et 2015, la dette des producteurs américains a ainsi triplé, atteignant les 200 milliards de dollars.

Ce n'est que la hausse drastique des prix de l'énergie, surtout à partir de 2022, qui a relancé le secteur (qui venait de se concentrer massivement avec de nombreuses faillites – et donc rachats par des plus gros, consécutive à la crise ouverte par la pandémie de Covid-19).

On en revient toujours à la contradiction entre concurrence et crédit.